

ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024-136A

OBJET	MODIFICATION D'UNE AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
LIEU DU CHANTIER	52 RUE DU GÉNÉRAL LECLERC
DATES	DU 15 AVRIL 2024 AU 26 AVRIL 2024

Le Maire de Noirmoutier-en-l'île,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-4 et L.3131-2.2,

Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la circulation routière, modifié par l'instruction interministérielle du 22 décembre 1989,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 1^{ère} partie (généralités), 4^{ème} partie (signalisations de prescription) et 8^{ème} partie (signalisation temporaire),

Vu le Code de la Route et notamment les articles L325-1 à L325-3, R411-8 et R417-10 alinéa II 10°, IV et V,

Vu l'arrêté du Maire n° 2022-ADJ2-3 du 28/12/2022 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Philippe GAUTIER,

Vu la demande d'autorisation d'occupation du domaine public de l'entreprise ROGER SAS domiciliée au Route de la Roche à Saint Gilles Croix de vie (85800), reçue en mairie le 29/03/2024, à l'occasion de travaux de ravalement de façade au 52 rue du Général Leclerc à Noirmoutier en l'île pour le compte de Vendée Habitat,

Vu l'arrêté du Maire n° 2024-136 du 09 avril 2024 autorisant l'occupation du domaine public

Vu le courriel, réceptionné en mairie de Noirmoutier-en-l'île le 15 avril 2024, de l'entreprise Roger SAS sollicitant une modification des dates d'occupation du domaine public ;

Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : AUTORISATION

A l'occasion de travaux de ravalement de façade, l'entreprise ROGER SAS est autorisée à occuper le domaine public du 15 avril 2024 au 26 avril 2024 et non plus du 08 avril 2024 au 19 avril 2024 au droit et côté opposé du 52 rue du Général Leclerc à Noirmoutier-en-l'île.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le responsable du chantier devra prendre toutes les mesures nécessaires pendant la durée d'occupation du domaine public, et pour les besoins du chantier :

- Un échafaudage roulant pourra être installé sur le domaine public sur trottoir au droit du 52 rue du Général Leclerc.
- 2 places de stationnement seront affecté à la pose d'une cabine de chantier au droit des 46 et 48 rue du Général Leclerc.
- 3 places de stationnement côté opposé au chantier seront neutralisées pour permettre la circulation des véhicules.
- L'emprise autorisée sera de 55 m²
- La circulation des piétons sera déviée côté opposé aux travaux.
- **La voirie devra être préservée et remise dans l'état, chaque soir, dans laquelle l'occupant l'a trouvée avant le chantier.**

ARTICLE 3 : SÉCURITÉ ET SIGNALISATION DU CHANTIER

La signalisation découlant des présentes prescriptions sera conforme aux dispositions réglementaires susvisées, et **mise en place par le demandeur à l'extrémité des voies.**

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le demandeur s'engage à s'acquitter de la redevance d'occupation pour la période sollicitée et calculée en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs fixés annuellement par le conseil municipal, conformément à l'article 7 de l'autorisation demandée.

Le demandeur s'engage à avertir la Police Municipale de la **date effective du début et la fin d'occupation et à communiquer au besoin son planning d'intervention.**

ARTICLE 5 : PUBLICATION ET AFFICHAGE

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par :

- affichage aux extrémités de la section réglementée,
- apposition des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

ARTICLE 6 : RECOURS

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'île Gloriette CS 24111 – 44041 NANTES Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : DIFFUSION

La Mairie de Noirmoutier, la Directrice Générale des Services, le Responsable de la Police Municipale, l'entreprise ROGER SAS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée aux personnes suivantes :

- le Chef de la Brigade de la Gendarmerie
- le Chef du Centre de Secours
- la Communauté de Communes de l'île de Noirmoutier

Fait à Noirmoutier, le 23 AVR. 2024

affichage sur le site internet
www.ville-noirmoutier.fr, le 23 AVR. 2024

Par délégation,
le 2ème Adjoint,
Philippe GAUTIER

